

POUR UNE INVERSION DE LA REPRÉSENTATION : LE QUART MONDE À L'AVANT-GARDE DE LA VIGILANCE CITOYENNE

Quentin Landenne¹

Introduction

L'objectif de ce groupe de travail est de répondre à la provocation de l'intitulé du colloque, mettre la démocratie à l'épreuve de l'exclusion et de la très grande pauvreté, en prenant l'angle particulier des conditions d'une représentation politique effective des plus pauvres. Dans ce contexte, je voudrais plus particulièrement interroger la pensée et l'action de Joseph Wresinski et, à travers lui, celles du quart monde et du Mouvement ATD Quart Monde, pour faire ressortir ce qu'elles recèlent de potentiel créatif, sinon révolutionnaire, en vue de développer une critique radicale de la démocratie représentative. En examinant les textes de référence et les modes d'action d'ATD Quart Monde et de son fondateur, on peut ainsi découvrir les linéaments d'une philosophie politique originale, actuelle et féconde, qui montre qu'une démocratie sans exclus de la représentation exige avant tout un travail d'inversion des représentations sociales de l'exclusion et de la pauvreté. Ce travail d'inversion de la représentation ne peut réussir que si les plus pauvres en sont les artisans et les partenaires. En devenant militants de leur propre cause, ils sont alors appelés à se mettre à l'avant-garde de la vigilance citoyenne face à un enjeu qu'ils représentent eux-mêmes, mais qui nous concerne tous puisqu'il touche à la démocratie en son essence : la lutte contre l'exclusion.

L'exposé est construit en trois temps : à partir de la catégorie même des « exclus » et de leur « nous introuvable », on se demandera d'abord si toute représentation n'est pas impossible par principe, pour en revenir ensuite à une expression collective nécessaire du peuple du quart monde, avant d'arriver enfin à l'engagement politique effectif de ce peuple qui élargit son nous en construisant de nouvelles solidarités et alliances avec d'autres collectifs.

Une représentation impossible ? Le nous introuvable des exclus

L'idée audacieuse de la représentation sociale et politique est qu'un homme ou un groupe d'individus puisse tenir lieu de plusieurs autres hommes. En leur tenant lieu, le représentant politique est censé faire lien entre les individus représentés ; ce que le représentant représente c'est autant ce lien que les individus qu'il relie. Par ce lien, qui constitue un peuple en tant que tel, le pacte de représentation habilite le représentant (monarque ou assemblée) à parler au nom de tous, comme si, selon les termes de Thomas Hobbes, « les humains [formaient] une personne, *une*, quand ils sont représentés par un seul homme » ou par une assemblée d'hommes².

Mais quel est le revers ou l'envers de ce principe de représentation ? Celle-ci ne présuppose-t-elle pas l'unité et l'intégrité du corps social qu'elle est censée instituer ? N'établit-elle

¹ Chercheur en philosophie (FRS-FNRS), Centre de théorie politique (ULB), Bruxelles (Belgique).

² Thomas Hobbes, *Le Léviathan*, trad. de G. Mairet, Paris, Gallimard, 2000, p. 276. Cf. aussi Lucien Jaume, « Représentation », in *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, PUF, 1996, p. 559-564.

pas une distance entre représenté et représentant qui fait que, sitôt représenté, le peuple n'est plus rien par lui-même et retourne au silence ?

Ce sont de telles questions que soulèvent les critiques les plus célèbres du principe de représentation, parmi lesquels on peut évoquer Rousseau, mais aussi Marx dans la lignée de Hegel. Pour Rousseau, la représentation est une aliénation de la souveraineté populaire. La souveraineté du peuple « consiste essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se représente point ». Le peuple anglais a ainsi perdu sa liberté au moment même où il en a usé pour élire ses représentants au Parlement¹. Chez Marx, le principe d'une démocratie représentative et le régime parlementaire, tout comme les droits de l'homme, ne sont que des idéologies façonnées par les classes dominantes pour occulter leurs intérêts particuliers.

Ces deux critiques, très différentes par ailleurs, se rejoignent ici pour dénoncer le subterfuge d'une représentation aliénante qui se donne pour constitutive du lien social alors qu'elle en décompose l'unité. Pourtant, aussi radicales que soient ces critiques, les utopies ou projets politiques auxquels elles ont ouvert la voie ne semblent pas pouvoir aller assez en profondeur pour intégrer la question de l'exclusion et de la grande pauvreté. L'idée de démocratie directe ou participative donne en effet à cette question une réponse qui paraît supposer que le problème de l'exclusion est déjà résolu. De son côté, la révolution prolétarienne et, avec elle, les mouvements historiques qui la portèrent sous différentes formes tendent à laisser de côté les plus pauvres, qui sont réduits à être « les réformés, pour raisons médicales et psychiatriques, de l'armée de réserve du capital qu'est le sous-prolétariat », selon les mots de Marx².

À cet égard, la critique de la représentation de Joseph Wresinski est à la fois moins impatiente et plus radicale puisqu'elle part de la racine même de la fracture sociale : l'exclusion et la misère. Sa critique sociale, qui présente certaines analogies avec la critique marxienne, s'en distingue pourtant par son option anthropologique d'inspiration chrétienne : comprendre et saisir l'humanité à partir du plus faible. Ce parti-pris anthropologique se sécularise ensuite dans une critique sociale radicale qui cherche l'auto-transformation de la société à partir du travail intellectuel et politique qui vient de ses marges et de ce miroir inversé qu'est pour elle l'exclusion qu'elle génère.

Le concept même de « quart monde » est déjà historiquement marqué par l'impossible représentation des exclus. Wresinski le reprend à Dufourny de Villiers qui tenta, en vain, de faire représenter aux États généraux de 1789 ce sous-prolétariat qu'il appela par la suite le Quatrième Ordre. L'importante signification politique du quart monde vient d'abord de ce qu'il pose aux démocrates la question de sa « non-représentation politique »³. On connaît la fameuse phrase où le père Joseph se souvient s'être promis de faire en sorte que les familles de la misère et de l'exclusion « puissent gravir les marches du Vatican, de l'Élysée, de l'ONU »⁴. Or, pourquoi les exclus devraient-ils *eux-mêmes* monter les marches de ces institutions représentatives, si ce n'est parce que la représentation ne suffit pas à les y rendre présents ? Car enfin, comment tenir lieu de l'exclu en tant que tel ? L'exclu n'est-il pas par définition exclu de la représentation parlementaire, administrative, syndicale, statistique, etc., comme la contrepartie d'une marge qu'il faut bien tracer quelque part ? N'est-il pas comme le symptôme sociologique de la faille et des limites du principe représentatif ? L'expérience de la grande pauvreté semble montrer obstinément l'échec, majoritairement accepté en tant

¹ Jean-Jacques Rousseau, *Du Contrat Social*, t. III, Paris, Gallimard, Pléiade, 1964, p. 429-430.

² Patrick Declerck, *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*, Paris, Plon, 2001, p. 289.

³ Joseph Wresinski, *Enrayer la reproduction de la grande pauvreté*, Rapport de mission au ministre d'État, janvier 1983, p. 6 et 10.

⁴ Cité dans Groupe de Recherche Quart Monde-Université, *Le croisement des savoirs et des pratiques*, Paris, Editions de l'Atelier / Editions Quart Monde, 1999, p.129.

qu'échec marginal, du système juridico-politique de la représentation face à la catégorie de l'exclu qui résiste à la domination du particulier par l'universel.

On serait même en droit de radicaliser encore l'interrogation en se demandant si une association ou un mouvement peut véritablement « représenter » des exclus. La question sonne de façon très provocante quand on regarde le nombre d'institutions politiques et administratives, régionales, nationales, européennes et internationales auprès desquelles un mouvement comme ATD Quart Monde siège ou remplit des fonctions consultatives non négligeables, et ce, non pas en son nom propre, mais bien au nom des plus pauvres et de ceux dont on n'entend jamais la voix. L'investissement important de temps et d'énergie de ces délégations s'inscrit d'ailleurs dans une tradition initiée par Joseph Wresinski, qui avait compris que son action ne porterait jamais tant qu'en frappant à la porte des institutions représentatives¹. C'est d'ailleurs dans un rapport remis à Michel Rocard, alors ministre de l'Aménagement et du Territoire, que Wresinski dénonce la « non-représentation politique » des plus pauvres². Le paradoxe est donc pleinement assumé entre l'exigence de parler au nom des exclus et l'impossibilité de parler à leur place, avec le risque de les représenter pour mieux les faire taire.

La critique radicale de la représentation portée par Wresinski ne consiste pas tant à contester absolument la légitimité de ce principe qu'à revenir en amont sur les conditions de son effectivité pleine et réelle. La faille de la représentation juridico-politique face à l'exclu oblige avant tout à inverser les représentations sociales de l'exclusion, de sa genèse, de sa signification politique. Cette inversion, qui ne peut se faire sans le concours actif des plus pauvres eux-mêmes, substitue à la logique de la représentation, qui va de l'universel au particulier, la dynamique de l'expression, qui part de la singularité des histoires et des situations pour conquérir l'affirmation collective du « nous » d'un peuple.

Une expression nécessaire : « Nous sommes le peuple du quart monde ! »

En toute rigueur, le choix du Mouvement ATD Quart Monde n'est pas de *représenter* les exclus ou les plus pauvres, mais avant tout de constituer le quart monde en tant que peuple qui a le pouvoir de dire « nous ». La distance représentative est ici mise hors circuit par un interdit de parler à la place de ceux qui savent mieux que quiconque ce qu'ils vivent. Un long travail s'amorce alors, qui doit faire droit à la singularité des histoires de chacun et des situations de précarité, une singularité irréductible à toute catégorie administrative et autre typologie psychosociale (qui ont par ailleurs toute leur pertinence, tant qu'on reste à distance de ceux dont on parle). Ce travail qu'ATD Quart Monde mène depuis des années sous différentes formes, comme les universités populaires, est un travail long et difficile avant tout parce qu'il requiert la reconquête de la confiance élémentaire de pouvoir s'exprimer et d'être entendu. C'est aussi un travail exigeant, car il ne se limite pas à archiver soigneusement le témoignage des pauvres mais veut valoriser leur savoir et leur contribution indispensables à une meilleure compréhension de la pauvreté et de ses sources profondes. Il ne s'agit pas d'emblée d'attendre d'eux une expertise toute faite et prête à l'emploi, mais on fait le pari que leur point de vue et leur intelligence sont le ressort d'une transformation effective de leurs conditions de vie.

Or, pour amener une telle transformation, ce travail ne peut être que collectif. Le but ultime du Mouvement n'est pas de sortir, un à un, les individus de leur situation de précarité, mais de lutter contre la pauvreté elle-même, c'est-à-dire contre les conditions collectives d'émergence et de reproduction de la misère. Un traitement individuel est donc inséparable d'un traitement

¹ Joseph Wresinski, *op. cit.*, p. 19.

² *Ibid.*

collectif. Avant les connaissances et les pratiques, ce sont les histoires qui se croisent, s'entrechoquent et se rencontrent dans une expérience collective singulière, celle du « peuple du quart monde ». La construction progressive et jamais acquise de cette communauté singulière est la condition d'une confrontation féconde avec d'autres groupes porteurs d'autres savoirs. À travers ces modes d'expression collective, les singularités, les expériences et les capacités d'action des individus se confirment, se complètent et se renforcent les uns par les autres. Le quart monde donne vie à un « nous » concret pour ceux qui en étaient jusqu'alors privés.

Mais l'auto-affirmation du nous comme singulier collectif d'un peuple ne peut devenir une fin en soi. La critique de la représentation politique ne peut se résumer à une forme d'identification des membres du Mouvement à la « condition » du quart monde. La conscience de constituer un peuple n'est pas une conscience de classe qui se résout dans l'affirmation de soi et la revendication des intérêts propres. La critique sociale et l'expression collective doivent ouvrir la voie à la *vocation politique* du quart monde à élargir son nous pour devenir un agent de transformation globale. La dynamique de l'expression, qui va du singulier au collectif, doit alors se prolonger par un engagement du collectif avec d'autres collectifs.

Le quart monde à l'avant-garde citoyenne : l'élargissement du nous à partir des exclus

C'est au moment de son engagement politique en tant que collectif en interaction avec d'autres composantes de la société civile que le quart monde peut assumer pleinement sa vocation politique et réaliser concrètement son travail d'inversion de la représentation. C'est le moment où il est donné à l'exclu de la représentation de se faire soi-même représentant, où l'armée de réserve industrielle qu'est le sous-prolétariat peut se mettre à l'avant-garde de la vigilance citoyenne, où les marginaux se retournent pour se muer en sentinelles de la démocratie. La thèse de cette avant-garde, c'est que la marginalité n'est pas une question marginale et que la pauvreté est le problème de tous, et non simplement d'une corporation de pauvres. À ce titre, l'avant-garde citoyenne du quart monde doit prendre la parole au nom de la société, avant même que celle-ci ne puisse la représenter et parler au nom de ceux qu'elle exclut. Wresinski y insiste sans cesse : « Les difficultés que rencontrent les plus défavorisés doivent être le signe de transformations à entreprendre qui auront un sens pour tous les citoyens. » Mais, ajoutait-il aussitôt, « qu'ils y gagnent tous, encore faut-il qu'ils puissent le savoir »¹.

Or, pour se faire entendre largement, l'avant-garde qu'est le quart monde, composée de militants et d'alliés, doit élargir les alliances représentatives en se confrontant activement avec d'autres collectifs qui n'avaient pas mis, jusqu'alors, l'exclusion au cœur de leur réflexion et de leur action. Une telle confrontation opérait certes dès le moment de l'expression, par le travail capital du croisement des savoirs et des pratiques et des nombreux programmes de co-formation qui encouragent l'apprentissage réciproque des universitaires, des travailleurs sociaux professionnels et des personnes qui vivent dans la précarité². L'expression collective ne se fait donc jamais sans amorcer le moment de l'engagement du collectif. Mais la vocation politique du quart monde l'appelle à élargir encore le cercle de ses partenaires en direction d'autres collectifs de la société civile pour construire ces « nouvelles solidarités avec les plus pauvres »³. Des confrontations fécondes d'analyses et même d'intérêts différents peuvent avoir lieu avec des groupes qui n'ont pas la même expérience de l'exclusion, comme les col-

¹ *Ibid.*, p. 19.

² Cf. Groupe de Recherche Quart Monde-Université, *op. cit.*

³ Joseph Wresinski, *op. cit.*, p. 3.

lectifs de sans-papiers, qui en ont une autre expertise, ou avec d'autres ONG qui n'ont pas tout à fait les mêmes objectifs et modes d'action qu'ATD Quart Monde. Des alliances peuvent aussi se nouer avec des collectifs qui n'ont pas pour préoccupation centrale l'exclusion ou la grande pauvreté, mais qui constituent des puissances de transformation des conditions sociales de la misère dans un espace géographique déterminé. La dynamique de la co-formation pourrait ainsi se généraliser et s'élargir sous certaines conditions aux écoles qui trouveraient dans une collaboration pédagogique avec le quart monde une base très intéressante pour des programmes d'éducation à la citoyenneté à partir de la problématique de la pauvreté. En partenariat avec ces écoles, ainsi peut-être qu'avec des associations de quartier et des élus locaux, le quart monde peut enfin promouvoir une réappropriation de la ville par ses habitants et redynamiser la démocratie locale par des enjeux bien ciblés : la ville à la lumière de la rue.

En amont de la représentation du corps social, c'est donc un travail d'autoréflexion et d'autotransformation de la société civile qui s'amorce ici à travers ces croisements d'engagements, ces alliances de collectifs qui se confrontent sans se confondre. L'apprentissage de la citoyenneté et du sens du « vivre ensemble » se fait en effet par la confrontation des points de vue sociologiques, des intérêts et visions de la cité, par l'épreuve du décentrement qui retrouve le sens de l'intérêt commun, anticipé abstraitement et insuffisamment par la représentation politique. De là émerge une vigilance citoyenne qui est la contrepartie constante de la confiance mandataire d'une démocratie représentative. Le quart monde devient en cela le représentant politique d'une nouvelle vigilance citoyenne, c'est-à-dire à la fois d'une exigence de transformation des conditions sociales de la démocratie et de la patience qu'implique l'apprentissage collectif de ces conditions.

La tension entre la *critique* de la démocratie représentative et l'*utopie* de l'avant-garde citoyenne donne son sens et son orientation à un *travail d'apprentissage réciproque* patient et vigilant. La séquence en trois temps, qui va de la représentation des exclus à l'engagement avec d'autres collectifs en passant par l'expression collective, est toujours à refaire pour qui veut traverser l'expérience politique du quart monde. Dans les modes d'action d'ATD Quart Monde et dans ses rapports aux institutions représentatives, d'une part, et avec le public ou la société civile d'autre part, ces trois moments se limitent et se conditionnent les uns les autres. L'inversion de la représentation, sans céder à l'impatience révolutionnaire, est un travail sur l'envers d'une société qui exclut, un travail de résistance et de revitalisation de la démocratie, qui est l'horizon de signification d'un combat de tous les jours.